Elections Législatives du 18 Novembre

CIRCONSCRIPTION DE VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE



Maurice MENNECIER
Candidat

Citoyennes,

Citoyens,



Pierre THAMIE
Suppléant éventuel

Après le Référendum inopportun dont le résultat a été de diviser la France en deux camps, voici les élections législatives qui doivent permettre si le Peuple le veut (et il le voudra) de changer la majorité de cette Chambre introuvable qui a favorisé le Pouvoir personnel, travaillé à la prospérité des tenants de la Bourse et des consortiums industriels et préparé avec soin, l'installation d'un véritable désert dans notre région.

POURQUOI CETTE CANDIDATURE ?

Je ne suis pas un homme politique et n'ai jamais sollicité aucun mandat électif.

Ma carrière est toute administrative au service des élus locaux et de leurs populations, au service des humbles en particulier et aussi de la France et de la République que je n'ai jamais séparées.

Le Président Ramadier dont vous avez admiré les qualités exceptionnelles d'honneur, de dévouement, de probité morale, m'a prié, avant de nous quitter, de me mettre à votre disposition pour servir encore nos principes démocratiques et défendre avec vigueur vos intérêts économiques et agricoles gravement menacés.

Malgré mon désir de rester à l'écart des batailles électorales, il ne me fut pas possible de rester indifférent à cet appel.

Me voici donc, sollicitant votre confiance et mettant mes connaissances administratives à votre disposition — et cela avec l'accord total de la Fédération Socialiste S. F. I. O. et de nombreux élus cantonaux et municipaux, fervents républicains.

Mon propos sera très court ! L'heure est pressante !

DEFENDRE LA CONSTITUTION, LA DEMOCRATIE

La Constitution avait fait du Président de la République un « arbitre » national, au-dessus des luttes politiques — suivant la définition qu'en donna lui-même le général de Gaulle dans son discours de septembre 1958.

L'arbitre est devenu aujourd'hui un partisan, un militant de choc qui a déclenché la bagarre du référendum.

Il nous faut revenir à la séparation des pouvoirs : législatif, exécutif, judiciaire.

Pas question de revoir les erreurs de la 4e République.

Un Parlement responsable devant les électeurs. Un Gouvernement stable de législature. Une Démocratie réelle, disciplinée.

Mais, nous en avons assez du pouvoir d'un homme qui sait tout, voit tout, décide, tranche sans l'avis et contre l'avis des plus hautes autorités compétentes.

DEFENDRE LA VIE ECONOMIQUE DE NOTRE REGION

Voilà bien un problème urgent ! La 5e République a décidé que notre région n'étant pas rentable ni au point de vue industriel ni au point de vue agricole, devait disparaître !

Le Bassin Houiller doit fermer progressivement ses puits et cela, en quelques années.

Les mineurs, les ouvriers des usines, leurs familles ? Eh bien ! Ils iront travailler ailleurs !

Où ? On ne s'en préoccupe guère ! Dans le Nord, le Pas-de-Calais, en Lorraine !

Eh bien ! Non ! Les ressources en charbon sont suffisantes pour faire vivre le Bassin les années nécessaires à l'implantation de nouvelles industries indispensables pour l'emploi des jeunes, le réemploi des ouvriers, des mineurs qui n'ont pas été amoindris dans leur état physique, par le dur labeur de la mine.

Pour ceux dont la santé a été ébranlée, il faut accorder des retraites valables en tenant compte des années de labeur et sans considération d'âge, pour leur permettre une vie décente.

Et puis, il faut, sans tarder, implanter des activités nouvelles !

Assez de promesses vagues ! L'Etat se doit d'encourager (et non de décourager) cette implantation qui permettra la survie et même l'expansion de notre bassin.

DEFENDRE NOTRE AGRICULTURE

La solution au problème humain de notre paysannerie est également urgente.

L'apport d'activités industrielles tant attendu et tant retardé pour Villefranche, Capdenac et aussi quelques-uns de nos chefs-lieux de canton serait pour les jeunes de nos communes urbaines et rurales, un débouché à leurs portes, permettant à beaucoup de demeurer dans l'exploitation familiale.

A la ferme, il faut régler les problèmes du prix du lait, du prix des porcs et porcelets, du bétail en général.

Il est nécessaire d'organiser les marchés afin de résoudre les excédents de bétail et là, il faut que l'Etat intervienne au moyen de dotations budgétaires pour remédier au manque de débouchés.

Le Pays tout entier doit être solidaire de notre paysannerie menacée de misère.

Des milliards sont trouvés, avec facilité, pour la force de frappe inutile et dangereuse !

Ils seraient mieux employés pour aider nos agriculteurs en détresse !

Et puis, il y eut l'implacable sécheresse de cet été. La situation sera angoissante cet hiver dans beaucoup de familles.

Il faut mettre sur pied une Caisse des Calamités agricoles, dès la rentrée parlementaire et conformément à l'art. 31 de la loi du 5 août 1960.

Il y a aussi une mesure immédiate que je propose ! La réduction importante des impôts de 1962, leur remise totale même dans certains cas de petites propriétés. Un barème serait facile à établir et la mesure devrait avoir un effet rapide.

*
* *

Beaucoup d'autres problèmes à étudier, à revoir ! Les jeunes de plus en plus nombreux à qui il faut ouvrir les portes de l'avenir !

Tous les enseignements doivent être à leur portée, selon leurs possibilités intellectuelles, sans aucune restriction de ressources familiales.

Enseignement secondaire, supérieur, technique, construction accélérée d'Ecoles, de Lycées techniques. Enseignement laïque, respectant une neutralité absolue, au-dessus des contingences politiques, religieuses et philosophiques.

Et le logement ? Et l'habitat rural ?

Que de problèmes urgents à régler ! Il y a tant à faire pour améliorer le sort des travailleurs des villes et des campagnes.

ELECTEURS ! ELECTRICES !
REFLECHISSEZ ET VOTEZ !

Vive la République Française ! Vive l'Aveyron !

Maurice MENNECIER
Ancien Sous-Préfet de Villefranche-de-Rouergue
Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 39-45
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance
Officier du Mérite Civil
CANDIDAT D'UNION SOCIALISTE ET REPUBLICAINE

Remplaçant éventuel :
Pierre THAMIE,
Adjoint au Maire de Decazeville
Professeur au Lycée technique.

Imp Salingardes Villefranche